

DEPARTEMENT DU GARD

A.R.S. Occitanie – Délégation Départementale du Gard

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU GARD RHODANIEN
COMMUNE DE SAINT JULIEN DE PEYROLAS

ENQUÊTES PUBLIQUES

du 17 août 2020 au 16 septembre 2020 inclus.

Titre 2

Conclusions et avis motivés du commissaire enquêteur

- Titre 2 – Partie 1

Conclusions et avis motivé portant sur l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses » (« Puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 »).

- Titre 2 – Partie 2

Conclusions et avis motivé portant sur l'enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée et de l'institution des servitudes afférentes à ceux-ci.

- Titre 2 – Partie 3

Conclusions et avis motivé portant sur l'enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations.

- Titre 2 – Partie 4

Conclusions et avis motivé portant sur l'enquête publique relative à l'approbation du schéma de distribution d'eau potable.

Jean HODÈS

Commissaire enquêteur

Titre 2 – Partie 1

Conclusions et avis motivé sur la déclaration d'utilité publique

Le cadre de l'enquête

Conformément à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2020, l'enquête publique conduite du 17 août 2020 au 16 septembre 2020 inclus, relative à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses » (« Puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 ») situé sur la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS et de ses périmètres de protection implantés sur la territoire de ladite commune, s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des procédures réglementaires.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique porte sur les installations de production, de traitement et de distribution (projetées, réalisées ou en cours de réalisation) de l'eau destinée à la consommation humaine.

Cette enquête a été menée conjointement à l'enquête parcellaire qui fixe l'emprise foncière des périmètres de protection du champ captant pour lesquels la déclaration d'utilité publique a été demandée et qui dresse la liste des parcelles et propriétaires concernés. L'enquête parcellaire fait l'objet de conclusions distinctes (Titre 2 – Partie 2).

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le conseil municipal a lancé la procédure de déclaration d'utilité publique et de dossier loi sur l'eau d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine. La présente enquête publique s'inscrit dans cette procédure. Elle a pour objectif de permettre à Monsieur le Préfet du Gard de signer un arrêté portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du champ captant dit « des Baumasses », en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique et autorisant l'utilisation, le traitement et la distribution de l'eau à des fins de consommation humaine.

A l'origine du lancement de la procédure évoquée ci-dessus, la commune de Saint Julien de Peyrolas était maître d'ouvrage du captage dit « Puits des Baumasses 1 » et des installations de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine jusqu'au 31 décembre 2019. A dater du 1^{er} janvier 2020, cette compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Dossier d'enquête mis à la disposition du public.

Conformément au Code de la santé publique (arrêté du 20 juin 2007) et au Code de l'environnement (articles R124-6 à R124-32), ce dossier est composé des chapitres et pièces suivantes :

- Documents administratifs liés à l'organisation de l'enquête publique.
- Dossier de demande de DUP
 - Identification du demandeur.
 - Description du réseau de distribution.
 - Description des travaux et des ouvrages.
 - Incidence de l'ouvrage sur la ressource.

- Qualité de l'eau brute et en distribution.
- Prévention des pollutions autour du captage.
- Annexes
 - ✓ Analyses
 - ✓ Rapport de l'hydrogéologue agréé
- Plans et documents graphiques
- Notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard.

Le dossier a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée des enquêtes, soit 31 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Saint Julien de Peyrolas, dans de bonnes conditions d'accueil du public, ainsi que pendant les trois permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier a également été consultable sur le site internet de la préfecture du Gard, sur le site de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien et sur celui de la mairie de Saint Julien de Peyrolas

Les pièces du dossier d'enquête sont complètes, conformes à la réglementation en vigueur, claires et accessibles au public (en particulier au travers de la lecture de la notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation Départementale du Gard).

Information et participation du public :

Outre la mise à disposition du dossier (version papier et version électronique), trois permanences du commissaire enquêteur ont été organisées en mairie de Saint Julien de Peyrolas, pour compléter l'information du public et lui permettre d'exprimer ses observations sur le registre papier mis à sa disposition.

Conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, le public avait également la possibilité d'adresser ses observations au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique.

L'information et la participation du public ont été assurées conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête. Chacun a pu prendre connaissance du projet, en apprécier les enjeux et consigner ses observations.

Toutefois, cette enquête a été marquée par une absence de participation du public tout au long de la période de consultation.

Au cours de cette enquête publique préalable à la DUP, aucune observation (inscrite sur le registre papier, orale, transmise par courrier postal ou par messagerie électronique) n'a été formulée.

Le dossier d'enquête mis à la disposition du public sous forme papier ou sous forme électronique, à la mairie pendant les heures d'ouverture au public ou en consultation lors des permanences, n'a suscité qu'une très faible curiosité de la part du public.

Par ailleurs, aucun indicateur ne permet de connaître le niveau de consultation de ce dossier sur les différents sites où il était en ligne (Préfecture du Gard – Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien – site de la commune de Saint Julien de Peyrolas).

Dans tous les aspects de son organisation, cette enquête publique s'est déroulée conformément à la réglementation en vigueur et à l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Cependant, à l'issue de cette enquête publique, l'impression générale qui se dégage, notamment à l'occasion des trois permanences du commissaire enquêteur, ne permet pas de mettre en évidence un quelconque sentiment de prise en compte du projet par la population, pas plus que d'une véritable curiosité le concernant.

Au-delà du constat dressé à l'issue de l'enquête publique, cette absence de participation du public pourrait également être considérée comme un consensus pour un projet dont la population aurait perçu l'intérêt général, l'utilité publique et la pertinence au niveau des choix retenus.

Avis des personnes et organismes consultés.

- Dans le cadre du dossier d'autorisation porté par la commune et au terme des études et analyses, Monsieur Pierre BERARD, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Gard, a rendu dans son rapport final en date du 16/11/2010, un avis sanitaire favorable à la création du captage dit « Forage des Baumasses 2 » et à la poursuite de l'exploitation du captage dit « Puits des Baumasses 1 », pour la desserte en eau destinée à la consommation humaine de la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS.

Cet avis favorable est accompagné de réserves portant sur plusieurs obligations :

- établir un Plan d'Alerte et d'Intervention, afin d'organiser les actions de prévention,
 - respecter les prescriptions en matière de systèmes d'assainissement non-collectif à mettre aux normes ou à remplacer par des raccordements sur le réseau d'assainissement collectif communal. De même, les points d'eau devront être sécurisés, surtout s'ils ne sont plus utilisés
 - des travaux de réalisation, puis de maintenance et d'entretien seront nécessaires au niveau des captages eux-mêmes, en particulier au droit des P.P.I. et de leur accès.
 - les périmètres de protection immédiate seront à acquérir en pleine propriété, puis à clôturer.
 - le raccordement des ouvrages de captage sur le réseau public de desserte devra être assuré dans les meilleures conditions.
- Le service instructeur de l'ARS a donné un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre dans leur intégralité des prescriptions de l'hydrogéologue agréé.

Les avis des personnes et organismes consultés sont favorables à la déclaration d'utilité publique. Des réserves ont cependant été émises. Les prescriptions formulées devront intégralement être mises en œuvre.

Prise en compte de l'intérêt général :

Au regard des pièces du dossier, l'exploitation de la ressource en eau, sa protection et le maintien d'une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, voire l'amélioration de sa qualité, représentent un enjeu majeur de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas, le captage dit « des Baumasses » étant actuellement et pour l'avenir l'unique point de ressource en eau disponible sur le territoire communal.

Compte tenu du secteur géographique choisi, l'impact des servitudes d'utilité publique paraît mesuré : les atteintes à la propriété privée, ainsi que les atteintes d'ordre économique et social

sont considérées comme raisonnables pour les propriétaires concernés, au regard de l'enjeu sanitaire pour l'ensemble du territoire communal.

L'intégration des périmètres de protection dans le Plan Local d'Urbanisme communal, actuellement en cours de révision, ne paraît pas devoir poser des difficultés particulières. A travers son règlement, ce document d'urbanisme sera un moyen pour limiter les sources de pollution dans l'avenir.

En l'état des connaissances actuelles, le projet n'est pas de nature à avoir un impact qui pourrait porter atteinte aux espaces naturels sensibles, à la ressource en eau ou à l'environnement, ni à aggraver le risque d'inondation sur le territoire communal.

Bien qu'incomplète et relativement imprécise, l'estimation financière du projet ne semble pas induire des investissements excessifs par rapport à l'enjeu de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas.

Dans le cadre de la théorie du bilan, intégrant les coûts et les avantages pour l'intérêt général, il ressort que le projet revêt clairement un caractère d'utilité publique, avec un enjeu majeur de santé publique pour la protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine sur la commune de Saint Julien de Peyrolas.

C'est pourquoi, en conclusion, pour les motifs exposés ci-dessus et constatant :

- que les obligations découlant des dispositions réglementaires du Code de la santé publique s'imposent au maître d'ouvrage ;
- que le projet est conforme à la réglementation en vigueur et au Code de la santé publique ;
- que l'enquête publique s'est déroulée conformément aux procédures réglementaires et aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, notamment dans le contexte de reprise des enquêtes publiques suite à une période d'urgence sanitaire ;
- que le public a eu la possibilité de consulter le dossier d'enquête, sous forme papier et sous forme électronique, à la mairie de Saint Julien de Peyrolas et sur les sites internet de la Préfecture du Gard et de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ;
- que le public a eu la possibilité de consigner ses observations sur le registre tenu à sa disposition à la mairie de Saint Julien de Peyrolas, ou de les adresser au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique ;
- qu'il n'y a pas eu d'observation formulée par le public dans le cadre de cette enquête ;
- que M. Pierre BERARD, hydrogéologue agréé, a rendu son rapport et un avis favorable sous réserves, avec une délimitation des périmètres de protection et les prescriptions afférentes du champ captant dit « des Baumasses » ;
- que le service instructeur de l'ARS a rendu un avis favorable sous réserve que les prescriptions de l'hydrogéologue agréé soient mises en œuvre dans leur intégralité ;
- que l'exploitation de la ressource en eau, sa protection et le maintien d'une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine constituent un enjeu majeur de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas ;
- que, compte tenu de la zone géographique concernée, l'impact des servitudes d'utilité publique instituées est mesuré et que les atteintes à la propriété privée, d'ordre économique et social sont raisonnables ;

- qu'il conviendra d'intégrer les périmètres de protection et les servitudes dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Julien de Peyrolas, actuellement en cours de révision ;
- qu'en l'état des connaissances actuelles, notamment au regard des prélèvements autorisés par l'arrêté préfectoral n°30-2015-12-18-005 du 18/12/2015, le projet n'est pas de nature à porter atteinte à la ressource en eau, à l'environnement, à la santé humaine et au cadre de vie ;
- que, bien qu'incomplète et relativement imprécise, l'estimation financière du projet ne semble pas induire des investissements excessifs par rapport à l'enjeu de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas ;
- que la théorie du bilan penche clairement en faveur du caractère d'utilité publique du projet au regard de l'enjeu majeur de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas ;

j'émet un AVIS FAVORABLE

avec réserve

- à la déclaration d'utilité publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses » (« Puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 ») situé sur la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS et de ses périmètres de protection implantés sur le territoire de ladite commune.
- à l'autorisation de production, de traitement et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine au profit de la population de la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS.

Sous réserve que les prescriptions mentionnées par l'hydrogéologue agréé dans son rapport soit mises en œuvre dans leur intégralité.

A La Bruguière, le 14 octobre 2020

Jean HODÈS
Commissaire enquêteur



Titre 2 – Partie 2

Conclusions et avis motivé

sur l'enquête parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée et de l'institution des servitudes afférentes à ceux-ci.

Le cadre de l'enquête

Conformément à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2020, l'enquête parcellaire conduite du 17 août 2020 au 16 septembre 2020 inclus, dans la cadre des enquêtes préalables à l'autorisation au titre du code de la santé publique du champ captant d'eau destinée à la consommation humaine dit « des Baumasses » (« Puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 ») situé sur la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS et de ses périmètres de protection implantés sur la territoire de ladite commune, s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des procédures réglementaires.

L'enquête parcellaire a été menée conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des installations de production, de traitement et de distribution (projetées, réalisées ou en cours de réalisation) de l'eau destinée à la consommation humaine.

L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique fait l'objet de conclusions distinctes (Titre 2 – Partie 1).

L'enquête parcellaire fixe l'emprise foncière des périmètres de protection du champ captant pour lesquels la déclaration d'utilité publique a été demandée, dresse la liste des parcelles et propriétaires concernés, titulaires de droits réels et ayants droits concernés par le projet.

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le conseil municipal a lancé la procédure de déclaration d'utilité publique et de dossier loi sur l'eau d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine. La présente enquête publique s'inscrit dans cette procédure. Elle a pour objectif de permettre à Monsieur le Préfet du Gard de signer un arrêté portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du champ captant dit « des Baumasses », en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique et autorisant l'utilisation, le traitement et la distribution de l'eau à des fins de consommation humaine.

A l'origine du lancement de la procédure évoquée ci-dessus, la commune de Saint Julien de Peyrolas était maître d'ouvrage du captage dit « Puits des Baumasses 1 » et des installations de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine jusqu'au 31 décembre 2019. A dater du 1^{er} janvier 2020, cette compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Pour la présente enquête parcellaire, compte tenu des parcelles déjà acquises par la commune, aucune expropriation n'est envisagée. Il s'agit de servitudes d'utilité publique venant grever les terrains concernés par les périmètres de protections immédiate et rapprochée.

Dossier d'enquête mis à la disposition du public.

Conformément au Code de la santé publique (arrêté du 20 juin 2007) et au Code de l'environnement (articles R124-6 à R124-32), ce dossier est composé des chapitres et pièces suivantes :

- Documents administratifs liés à l'organisation de l'enquête publique.
- Dossier de demande de DUP
- Annexes
 - ✓ Analyses
 - ✓ Rapport de l'hydrogéologue agréé
- Plans et documents graphiques
- Notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard.

Pour ce qui concerne l'enquête parcellaire, l'annexe 3 (Synthèse de la propriété foncière des conduites d'adduction et des accès aux ouvrages de stockage) et, plus particulièrement, l'annexe 4 (Etat parcellaire), ainsi que plusieurs plans des différents périmètres de protection (sur fond topographique IGN et sur fond cadastral) constituaient des éléments de nature à informer très correctement le public.

Le dossier a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée des enquêtes, soit 31 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Saint Julien de Peyrolas, dans de bonnes conditions d'accueil du public, ainsi que pendant les trois permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier a également été consultable sur le site internet de la préfecture du Gard, sur le site de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien et sur celui de la mairie de Saint Julien de Peyrolas

Les pièces du dossier d'enquête sont complètes, conformes à la réglementation en vigueur, claires et accessibles au public (en particulier au travers de la lecture de la notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard).

Information et participation de l'ensemble du public :

Outre la mise à disposition du dossier (version papier et version électronique), trois permanences du commissaire enquêteur ont été organisées en mairie de Saint Julien de Peyrolas, pour compléter l'information du public et lui permettre d'exprimer ses observations sur le registre papier mis à sa disposition.

Conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, le public avait également la possibilité d'adresser ses observations au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique.

Toutefois, cette enquête a été marquée par une absence de participation du public tout au long de la période de consultation.

Au cours de cette enquête publique parcellaire, le public n'a formulé aucune observation. La seule observation inscrite sur le registre émane d'un propriétaire concerné par l'enquête parcellaire.

L'information et la participation du public ont été assurées conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête. Chacun a pu prendre connaissance du projet, en apprécier les enjeux et consigner ses observations.

Cependant, la participation du public a été inexistante. Le public n'a pas porté d'observation sur le registre d'enquête de nature à remettre en cause l'emprise foncière des périmètres de protection ou l'état parcellaire figurant au dossier d'enquête.

Information, participation et traitement des observations des propriétaires identifiés sur l'état parcellaire :

Conformément au Code de l'Expropriation, l'enquête parcellaire s'adresse à ces propriétaires qui ont été informés de l'ouverture de l'enquête par un courrier (LR – AR) de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien, en date du 21/07/2020. Le délai réglementaire de 15 jours avant le début de l'enquête a donc bien été respecté. Deux pièces étaient jointes à ces courriers :

- une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique,
- un questionnaire à retourner complété à Monsieur le maire de Saint Julien de Peyrolas. Ce questionnaire permet aux destinataires « de fournir toutes indications relatives à leur identité, ou à défaut sur l'identité du propriétaire actuel, ainsi que de faire connaître les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage de ceux qui peuvent réclamer des servitudes ».

En application de l'état parcellaire présenté Annexe 4 du dossier d'enquête, cinq courriers ont été adressés aux cinq propriétaires identifiés :

- Monsieur Ahmed CHAIAL
- Madame Jacqueline MONTANE
- Monsieur Alain ROCHE
- Monsieur Jean-Paul VENANT
- Monsieur Mathieu VIGNAL

Les intéressés pouvaient ainsi prendre connaissance du dossier et faire part de leurs observations (relatives aux limites des périmètres de protection du champ captant et aux terrains à grever de servitudes) auprès du commissaire enquêteur, en les inscrivant sur le registre d'enquête.

Un seul propriétaire, M. VENANT, s'est présenté au commissaire enquêteur pour lui remettre son questionnaire complété et faire part de son observation :

« Je suis venu voir le commissaire enquêteur, au sujet du courrier que j'ai reçu, dans lequel il est mentionné un risque d'expropriation dans l'avenir ».

A l'occasion de notre rencontre, lors de la permanence du 17 septembre 2020, M. VENANT m'a précisé qu'il a vendu, sans difficulté, les parcelles 254 et 255 à la municipalité, pour permettre la réalisation du projet. Il est donc favorable à ce projet.

En revanche, le courrier que la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien lui a adressé 21 juillet 2020 a fait naître chez lui des inquiétudes.

Il est fait mention dans ce courrier « ...autour du champ captant « des Baumasses » une réglementation particulière pourrait être prescrite par des servitudes d'utilité publique qui affecteront ces parcelles ou se traduire par l'acquisition de tout ou partie de celle-ci ».

Il craint donc l'expropriation sur d'autres parcelles qui lui appartiennent encore.

Dans son mémoire en réponse, la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien a répondu à M. VENANT :

« La communauté d'agglomération du Gard Rhodanien n'envisage pas d'expropriation à l'heure actuelle du projet, ni dans le cadre des futurs travaux : pose de conduites et création puis mise en exploitation du forage des Baumasses 2. En effet, les servitudes existent déjà entre la Mairie et M. VENANT Jean-Paul pour le passage de véhicules et le passage de conduites d'eau potable sur les parcelles B265, B266, B267, B268 et B269. »

Cette réponse, claire et précise, me paraît être de nature à rassurer M. VENANT.

Pour ce qui concerne les quatre autres propriétaires, la communauté d'agglomération confirme l'envoi des courriers (LR – AR) aux personnes concernées et le retour des accusés de réception. En revanche, les questionnaires complétés n'ont pas été retournés, ni à la mairie de Saint Julien de Peyrolas, ni à la communauté d'agglomération.

L'enquête parcellaire conduite fait donc apparaître

- que les emprises foncières des documents graphiques et plans parcellaires figurant au dossier d'enquête correspondent bien à la délimitation des périmètres de protection immédiate et rapprochée, telles qu'elle a été proposée par l'hydrogéologue agréé et arrêtée par l'ARS, service instructeur ;
- que les propriétaires des parcelles constituant les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont bien ceux figurant sur l'état parcellaire du dossier d'enquête.
- qu'en dehors de M. VENANT, dont l'observation a été traitée et qui reçoit par l'intermédiaire de ce rapport une réponse de nature à le rassurer, aucun des autres propriétaires ne s'est manifesté pendant l'enquête parcellaire.

C'est pourquoi, en conclusion, pour les motifs exposés ci-dessus et constatant :

- que les obligations découlant des dispositions réglementaires du Code de la santé publique s'imposent au maître d'ouvrage ;
- que le projet est conforme à la réglementation en vigueur et au Code de la santé publique ;
- que l'enquête publique s'est déroulée conformément aux procédures réglementaires et aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, notamment dans le contexte de reprise des enquêtes publiques suite à une période d'urgence sanitaire ;
- que le public a eu la possibilité de consulter le dossier d'enquête, sous forme papier et sous forme électronique, à la mairie de Saint Julien de Peyrolas et sur les sites internet de la Préfecture du Gard et de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ;
- que le public a eu la possibilité de consigner ses observations sur le registre tenu à sa disposition à la mairie de Saint Julien de Peyrolas, ou de les adresser au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique ;
- que les propriétaires des parcelles constituant les périmètres de protection immédiate et rapprochée sont bien ceux figurant sur l'état parcellaire du dossier d'enquête et qu'ils ont été informés de l'organisation de cette enquête publique par un courrier du maître d'ouvrage, la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ;
- qu'il n'y a eu qu'une seule observation formulée par l'un des propriétaires figurant sur l'état parcellaire dans le cadre de cette enquête ;
- que cette observation, bien qu'elle ne remette pas en question le projet dans son ensemble, pas plus que le tracé des périmètres de protection, a bien été prise en considération et qu'elle a reçu une réponse précise et, en l'occurrence, rassurante de la part du maître d'ouvrage ;

- que M. Pierre BERARD, hydrogéologue agréé, a rendu son rapport et un avis favorable sous réserves, avec une délimitation des périmètres de protection et les prescriptions afférentes du champ captant dit « des Baumasses » ;
- que le service instructeur de l'ARS a rendu un avis favorable sous réserve que l'ensemble des prescriptions de l'hydrogéologue agréé soient mises en œuvre dans leur intégralité ;
- que l'impact des servitudes d'utilité publique instituées est mesuré et que les atteintes à la propriété privée, d'ordres économique et social sont raisonnables ;
- que les emprises foncières des documents graphiques et plans parcellaires figurant au dossier d'enquête correspondent bien à la délimitation des périmètres de protection immédiate et rapprochée, telles qu'elle a été proposée par l'hydrogéologues agréé et arrêtée par l'ARS, service instructeur ;

j'émet un AVIS FAVORABLE avec réserve

à l'enquête parcellaire pour

- la détermination des parcelles concernées par les périmètres de protection immédiate et rapprochée du champ captant dit « des Baumasses », tel qu'il est présenté dans le dossier d'enquête ;
- l'institution de servitudes sur les terrains concernés par les périmètres de protection immédiate et rapprochée, tel qu'ils sont présentés dans le dossier d'enquête.

Sous réserve de la prise en compte des observations formulées par l'ARS Délégation Départementale du Gard dans sa notice explicative :

- comme celui du captage dit « Puits des Baumasses 1 », le Périmètre de Protection Immédiate du captage dit « Forage des Baumasses 2 » devra coïncider avec une limite cadastrale ;
- au moins une nouvelle parcelle devra être créée pour tenir compte de la délimitation de celle correspondant au Périmètre de Protection Immédiate du captage dit « Forage des Baumasses 2 » ;

A La Bruguière, le 14 octobre 2020

Jean HODÈS
Commissaire enquêteur



Titre 2 – Partie 3

Conclusions et avis motivé

sur l'enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations.

Le cadre de l'enquête

Conformément à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2020, l'enquête publique conduite du 17 août 2020 au 16 septembre 2020 inclus, relative à l'établissement d'un accès ainsi que d'une servitude de passage des canalisations d'eau destinée à la consommation humaine au champ captant dit « des Baumasses » (« Puits des Baumasses 1 » et « Forage des Baumasses 2 ») situé sur la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des procédures réglementaires.

Cette enquête a été menée conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et à l'enquête parcellaire qui fixe l'emprise foncière des périmètres de protection du champ captant pour lesquels la déclaration d'utilité publique a été demandée et qui dresse la liste des parcelles et propriétaires concernés. Les enquêtes DUP et parcellaire font l'objet de conclusions distinctes (Titre 2 – Partie 1 et 2).

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le conseil municipal a lancé la procédure de déclaration d'utilité publique et de dossier loi sur l'eau d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine. La présente enquête publique s'inscrit dans cette procédure. Elle a pour objectif de permettre à Monsieur le Préfet du Gard de signer un arrêté portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du champ captant dit « des Baumasses », en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique et autorisant l'utilisation, le traitement et la distribution de l'eau à des fins de consommation humaine.

A l'origine du lancement de la procédure évoquée ci-dessus, la commune de Saint Julien de Peyrolas était maître d'ouvrage du captage dit « Puits des Baumasses 1 » et des installations de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine jusqu'au 31 décembre 2019. A dater du 1^{er} janvier 2020, cette compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Dossier d'enquête mis à la disposition du public.

Conformément au Code de la santé publique (arrêté du 20 juin 2007) et au Code de l'environnement (articles R124-6 à R124-32), ce dossier est composé des chapitres et pièces suivantes :

- Documents administratifs liés à l'organisation de l'enquête publique.
- Dossier de demande de DUP
- Annexes
 - ✓ Analyses
 - ✓ Rapport de l'hydrogéologue agréé
- Plans et documents graphiques

- Notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard.

Pour ce qui concerne l'enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations, les éléments du dossier d'enquête de nature à informer très correctement le public sont :

- les chapitres 6.2 et 6.3 du dossier de demande de DUP,
- l'annexe 2a : rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le ministère chargé de la Santé du 16/11/2010,
- les différents plans des tracés des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- la notice explicative rédigée par l'ARS.

Le dossier a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée des enquêtes, soit 31 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Saint Julien de Peyrolas, dans de bonnes conditions d'accueil du public, ainsi que pendant les trois permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier a également été consultable sur le site internet de la préfecture du Gard, sur le site de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien et sur celui de la mairie de Saint Julien de Peyrolas

Les pièces du dossier d'enquête sont complètes, conformes à la réglementation en vigueur, claires et accessibles au public (en particulier au travers de la lecture de la notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard).

Information et participation du public :

Outre la mise à disposition du dossier (version papier et version électronique), trois permanences du commissaire enquêteur ont été organisées en mairie de Saint Julien de Peyrolas, pour compléter l'information du public et lui permettre d'exprimer ses observations sur le registre papier mis à sa disposition.

Conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, le public avait également la possibilité d'adresser ses observations au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique.

Toutefois, cette enquête a été marquée par une absence de participation du public tout au long de la période de consultation.

Au cours de cette enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations, le public n'a formulé aucune observation.

L'information et la participation du public ont été assurées conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête. Chacun a pu prendre connaissance du projet, en apprécier les enjeux et consigner ses observations.

Cependant, la participation du public a été inexistante. Le public n'a porté aucune observation sur le registre d'enquête de nature à remettre en cause l'accès à ce champ captant et/ou l'établissement d'une servitude de passage des canalisations.

L'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations :

L'ARS dans sa notice explicative précise que : « Les deux périmètres de protection immédiate (Puits des Baumasses 1 et Forage des Baumasses 2) devront être propriété de la commune de Saint Julien de Peyrolas ».

La notice de l'ARS précise également que : « L'accès dans ces périmètres de protection se fera à partir de la voirie départementale puis d'un chemin communal. L'accès au Périmètre de Protection Immédiate du captage dit « Puits des Baumasses 1, à travers les parcelle n°254 et 264 de la section B de la commune de Saint Julien de Peyrolas nécessitera que cette parcelle soit acquise par la collectivité. »

Dans un complément à son mémoire en réponse, le maître d'ouvrage a apporté les précisions suivantes, en réponse à la demande formulée par l'ARS dans sa notice explicative :

Accès aux PPI :

Section	Parcelle	Propriétaire	Périmètre de protection (Cf. Notice ARS)
B	254	Mairie de Saint Julien de Peyrolas (acte notarié publié et enregistré au service de publicité foncière le 04/07/2016)	PPI Forage des Baumasses 2
B	255	Mairie de Saint Julien de Peyrolas (idem)	Parmi les parcelles du PPR donnant accès au PPI
B	264	Mairie de Saint Julien de Peyrolas (idem)	
B	1656	Mairie de Saint Julien de Peyrolas (idem)	PPI Puits des Baumasses 1
B	1658	Mairie de Saint Julien de Peyrolas	Parmi les parcelles du PPR
B	1659	Mairie de Saint Julien de Peyrolas	
B	1660	Mairie de Saint Julien de Peyrolas	PPI
B	1662	Mairie de Saint Julien de Peyrolas	Puits des Baumasses 1

Servitudes de passage :

Section	Parcelle	Propriétaire	Etablissement servitude de passage
B	265	M. VENANT J-P	acte notarié publié et enregistré au service de publicité foncière le 04/07/2016) « Ce droit de passage concernera également un droit de passage souterrain des canalisations d'eau potable de la commune »
B	266	M. VENANT J-P	
B	267	M. VENANT J-P	
B	268	M. VENANT J-P	
B	269	M. VENANT J-P	

Dans l'acte notarié cité ci-dessus, il est précisé que :

« Ce droit de passage profitera aux propriétaires actuels et successifs du fonds dominant, pour le bien de leurs activités et notamment afin de permettre l'accès aux deux puits d'eau potable exploités par la commune.

Ce droit de passage s'exercera sur le chemin longeant les parcelles B 265 – 266 – 267 – 268 – 269 « fonds servant » en direction de la voie communale. Cette servitude servira d'accès de secours aux puits Baumasses 1 et Baumasses 2 en cas d'indisponibilité du chemin cadastré B 264.

Il est précisé également que ce chemin comprend des canalisations d'eau potable de la commune. »

L'enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations fait donc apparaître.

- que les parcelles constitutives des Périmètres de Protection immédiate du «champ captant dit « des Baumasses » ont bien fait l'objet d'une acquisition de la part de la commune de Saint Julien de Peyrolas ;
- que l'accès à ce champ captant peut se faire à partir de parcelles propriété de la commune ou de parcelles ayant fait l'objet de servitudes de passage ;
- que le passage des canalisations d'eau potable de la commune fait désormais l'objet d'un droit de passage, publié et enregistré au service de publicité foncière.

C'est pourquoi, en conclusion, pour les motifs exposés ci-dessus et constatant :

- que l'enquête publique s'est déroulée conformément aux procédures réglementaires et aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, notamment dans le contexte de reprise des enquêtes publiques suite à une période d'urgence sanitaire ;
- que le public a eu la possibilité de consulter le dossier d'enquête, sous forme papier et sous forme électronique, à la mairie de Saint Julien de Peyrolas et sur les sites internet de la Préfecture du Gard et de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ;
- que le public a eu la possibilité de consigner ses observations sur le registre tenu à sa disposition à la mairie de Saint Julien de Peyrolas, ou de les adresser au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique ;
- qu'il n'y a eu aucune observation formulée par l'un des propriétaires figurant sur l'état parcellaire dans le cadre de cette enquête ;
- que M. Pierre BERARD, hydrogéologue agréé, a rendu son rapport et un avis favorable sous réserves, avec une délimitation des périmètres de protection et les prescriptions afférentes du champ captant dit « des Baumasses » ;
- que le service instructeur de l'ARS a rendu un avis favorable sous réserve que l'ensemble des prescriptions de l'hydrogéologue agréé soient mises en œuvre dans leur intégralité ;
- que l'impact des servitudes d'utilité publique instituées est mesuré et que les atteintes à la propriété privée, d'ordres économique et social sont raisonnables ;
- que l'accès à ce champ captant peut se faire à partir de parcelles propriété de la commune ou de parcelles ayant fait l'objet de servitudes de passage ;
- que le passage des canalisations d'eau potable de la commune fait désormais l'objet d'un droit de passage, publié et enregistré au service de publicité foncière.

j'émet un AVIS FAVORABLE sans réserve

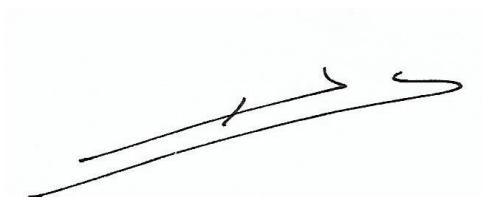
à l'enquête pour

- l'établissement de l'accès à ce champ captant, tel qu'il est prévu au dossier d'enquête, et tel qu'il résulte de l'acquisition de parcelles par la Mairie de Saint Julien de Peyrolas ;
- l'instauration de servitudes de passage sur les terrains concernés par l'accès au champ captant et par le passage des canalisations d'eau potable de la commune de Saint Julien de Peyrolas.

A La Bruguière, le 14 octobre 2020

Jean HODÈS

Commissaire enquêteur

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, connected strokes. The signature is slanted upwards from left to right and is positioned below the printed name and title of the Commissioner.

Titre 2 – Partie 4

Conclusions et avis motivé portant sur l'enquête publique relative à l'approbation du schéma de distribution d'eau potable.

Le cadre de l'enquête

Conformément à l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2020, l'enquête publique conduite du 17 août 2020 au 16 septembre 2020 inclus, relative à l'approbation du schéma de distribution d'eau potable de la commune de SAINT JULIEN DE PEYROLAS s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect des procédures réglementaires.

Cette enquête a été menée conjointement à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP), à l'enquête parcellaire et à l'enquête relative à l'établissement d'un accès à ce champ captant, ainsi que d'une servitude de passage des canalisations.

Les enquêtes DUP, parcellaire et relative à l'accès au champ captant et aux servitudes de passage font l'objet de conclusions distinctes (Titre 2 – Partie 1, 2 et 3).

Par délibération en date du 18 décembre 2014, le conseil municipal a lancé la procédure de déclaration d'utilité publique et de dossier loi sur l'eau d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine. La présente enquête publique s'inscrit dans cette procédure. Elle a pour objectif de permettre à Monsieur le Préfet du Gard de signer un arrêté portant déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du champ captant dit « des Baumasses », en application de l'article L.1321-2 du Code de la santé publique et autorisant l'utilisation, le traitement et la distribution de l'eau à des fins de consommation humaine.

A l'origine du lancement de la procédure évoquée ci-dessus, la commune de Saint Julien de Peyrolas était maître d'ouvrage du captage dit « Puits des Baumasses 1 » et des installations de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine jusqu'au 31 décembre 2019. A dater du 1^{er} janvier 2020, cette compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de la commune de Saint Julien de Peyrolas a été finalisé en 2019. Il devrait permettre d'améliorer les conditions de desserte en eau destinée à la consommation humaine.

Ce SDAEP a été complété par le schéma de distribution d'eau potable, déterminant les zones desservies ou à desservir par le réseau de distribution public (article L 2224-7-1 du Code général des collectivités territoriales).

Dossier d'enquête mis à la disposition du public.

Conformément au Code de la santé publique (arrêté du 20 juin 2007) et au Code de l'environnement (articles R124-6 à R124-32), ce dossier est composé des chapitres et pièces suivantes :

- Documents administratifs liés à l'organisation de l'enquête publique.

- Dossier de demande de DUP
- Annexes
 - ✓ Analyses
 - ✓ Rapport de l'hydrogéologue agréé
- Plans et documents graphiques
- Notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard.

Dans le dossier d'enquête, l'information du public sur le schéma communal de distribution d'eau potable repose sur la présentation du réseau de distribution :

- dans le dossier de demande de DUP : pages 70 à 76 et 79- 80,
- dans les plans (schémas du réseau AEP et altimétrique en l'état actuel – schémas du réseau AEP et altimétrique en l'état futur – Schémas de principe des différents réservoirs – Schéma altimétrique en l'état futur),
- dans la notice explicative rédigée par l'ARS.

La population non desservie par le réseau public de la commune de Saint Julien de Peyrolas se limite à 2 abonnés (soit 4 personnes) que la commune ne prévoit pas de desservir dans l'avenir. En revanche, la commune dessert un abonné de la commune de Saint Paulet de Caisson et un abonné de celle de Salazac.

Le dossier a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée des enquêtes, soit 31 jours consécutifs, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Saint Julien de Peyrolas, dans de bonnes conditions d'accueil du public, ainsi que pendant les trois permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier a également été consultable sur le site internet de la préfecture du Gard, sur le site de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien et sur celui de la mairie de Saint Julien de Peyrolas

Les pièces du dossier d'enquête sont complètes, conformes à la réglementation en vigueur, claires et accessibles au public (en particulier au travers de la lecture de la notice explicative rédigée par l'ARS – Délégation départementale du Gard).

Information et participation du public/

Outre la mise à disposition du dossier (version papier et version électronique), trois permanences du commissaire enquêteur ont été organisées en mairie de Saint Julien de Peyrolas, pour compléter l'information du public et lui permettre d'exprimer ses observations sur le registre papier mis à sa disposition.

Conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, le public avait également la possibilité d'adresser ses observations au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique.

Toutefois, cette enquête a été marquée par une absence de participation du public tout au long de la période de consultation.

Au cours de cette enquête relative à l'approbation du schéma communal de distribution d'eau potable, le public n'a formulé aucune observation.

L'information et la participation du public ont été assurées conformément à l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête. Chacun a pu prendre connaissance du projet, en apprécier les enjeux et consigner ses observations.

Cependant, la participation du public a été inexistante. Le public n'a porté aucune observation sur le registre d'enquête de nature à remettre en cause le schéma communal de distribution d'eau potable.

Prise en compte de l'intérêt général :

Au regard des pièces du dossier, l'exploitation de la ressource en eau, sa protection et le maintien d'une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, ainsi que sa distribution sur l'ensemble du territoire communal (à l'exception de 2 abonnés qui ne se sont pas manifestés à l'occasion de cette enquête publique) représentent un enjeu majeur de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas, le captage dit « des Baumasses » étant actuellement et pour l'avenir l'unique point de ressource en eau disponible sur le territoire communal.

Compte tenu du secteur géographique choisi, l'impact des servitudes d'utilité publique paraît mesuré : les atteintes à la propriété privée, ainsi que les atteintes d'ordre économique et social sont considérées comme raisonnables pour les propriétaires concernés au regard de l'enjeu sanitaire pour l'ensemble du territoire communal.

En l'état des connaissances actuelles, le projet n'est pas de nature à avoir un impact qui pourrait porter atteinte aux espaces naturels sensibles, à la ressource en eau ou à l'environnement, ni à aggraver le risque d'inondation sur le territoire communal.

De l'étude du dossier et en l'absence d'observations du public, il ressort que le projet revêt clairement un caractère d'utilité publique, avec un enjeu majeur de santé publique pour la protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine sur la commune de Saint Julien de Peyrolas.

C'est pourquoi, en conclusion, pour les motifs exposés ci-dessus et constatant :

- que les obligations découlant des dispositions réglementaires du Code de la santé publique s'imposent au maître d'ouvrage ;
- que le projet est conforme à la réglementation en vigueur et au Code de la santé publique ;
- que l'enquête publique s'est déroulée conformément aux procédures réglementaires et aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête, notamment dans le contexte de reprise des enquêtes publiques suite à une période d'urgence sanitaire ;
- que le dossier d'enquête, mis à la disposition du public, comportait plusieurs documents consacrés au schéma de distribution d'eau potable de la commune de Saint Julien de Peyrolas ;
- que le public a eu la possibilité de consulter le dossier d'enquête, sous forme papier et sous forme électronique, à la mairie de Saint Julien de Peyrolas et sur les sites internet de la Préfecture du Gard et de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien ;
- que le public a eu la possibilité de consigner ses observations sur le registre tenu à sa disposition à la mairie de Saint Julien de Peyrolas, ou de les adresser au commissaire enquêteur par courrier postal ou par messagerie électronique ;
- qu'il n'y a pas eu d'observation formulée par le public dans le cadre de cette enquête ;
- que M. Pierre BERARD, hydrogéologue agréé, a rendu son rapport et un avis favorable sous réserves, avec une délimitation des périmètres de protection et les prescriptions afférentes du champ captant dit « des Baumasses » ;

- que le service instructeur de l'ARS a rendu un avis favorable sous réserve que l'ensemble des prescriptions de l'hydrogéologue agréé soient mises en œuvre dans leur intégralité ;
- que l'exploitation de la ressource en eau, sa protection et le maintien d'une bonne qualité de l'eau destinée à la consommation humaine constituent un enjeu majeur de santé publique pour la commune de Saint Julien de Peyrolas ;
- que, compte tenu de la zone géographique concernée, l'impact des servitudes d'utilité publique instituées est mesuré et que les atteintes à la propriété privée, d'ordres économique et social sont raisonnables ;
- qu'il conviendra d'intégrer les périmètres de protection et les servitudes dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Julien de Peyrolas, actuellement en cours de révision ;
- qu'en l'état des connaissances actuelles, notamment au regard des prélèvements autorisés par l'arrêté préfectoral n°30-2015-12-18-005 du 18/12/2015, le projet n'est pas de nature à porter atteinte à la ressource en eau, à l'environnement, à la santé humaine et au cadre de vie ;
- que l'élaboration du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) communal menée à terme en 2019 et complétée par le Schéma de Distribution d'Eau Potable prévu par l'article L2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (cf Notice explicative ARS) permet de mener à terme les démarches de la collectivité pour assurer une desserte satisfaisante en eau destinée à la consommation humaine ;

j'émet un AVIS FAVORABLE

Sans réserve

- au schéma de distribution d'eau potable de la commune de Saint Julien de Peyrolas.

A La Bruguière, le 14 octobre 2020

Jean HODÈS

Commissaire enquêteur.

